

Vitrolles : une gestion douteuse...

La Chambre Régionale des Comptes a rendu ses « Observations provisoires sur la gestion de la commune de Vitrolles 1989-2001 ». Ce rapport confidentiel - mais dont la presse s'est fait largement l'écho - traite de la situation financière de Vitrolles, des effectifs et du recrutement du personnel, ainsi que des « dysfonctionnements dans la gestion courante » de la ville.

Certes, la période 1989-1997 n'est pas épargnée, en particulier en ce qui concerne l'endettement... et les Mégret pourront même claironner qu'ils ont « hérité » d'une situation financière difficile. Mais si le rapport reproche à la municipalité précédente de vivre au-dessus de ses moyens, les qualificatifs utilisés contre l'actuelle sont d'une autre nature, et laissent penser que des poursuites peuvent être engagées.

Ainsi sur un plan strictement financier, « la ville a utilisé des moyens critiquables pour équilibrer ses comptes » :

- l'amélioration de la situation financière sur la période 1997-2000 a été obtenue par la baisse des charges de fonctionnement courant (entendez principalement les salaires) et la réduction des subventions versées aux associations ;
- par ailleurs, le désendettement provient du « niveau de dépenses réelles d'équipement extrêmement faible sur la période (...) la chambre attire l'attention de la collectivité sur les risques d'insécurité et de surcoûts ultérieurs qui ne manqueront pas d'émerger » si la situation perdure...
- plus grave, les refinancements d'emprunts décidés en 2001 (malgré un avis d'expert défavorable et sans que l'assemblée délibérante ait connaissance de l'ensemble du dossier) s'avèreront particulièrement coûteux... à partir de 2008 !

La chambre souligne que « des économies sont possibles sur des postes de fonctionnement courant dont la gestion a paru pour le moins insuffisante ». Sont analysées des dépenses réalisées

sans contrôle : absence de « traçabilité » pour l'affranchissement, téléphones portables dont les bénéficiaires sont inconnus, frais de représentation « douteux »...

En ce qui concerne le personnel, le rapport est accablant.

« Les difficultés de recrutement rencontrées par l'actuelle municipalité se traduisent par une quasi absence de titulaires de catégorie A (...) [ce qui] conduit à un fort taux de travail précaire, puisque les auxiliaires et les emplois aidés représentant le quart des emplois de la commune ». Et le rapport de souligner : « le mode de recrutement des personnels à Vitrolles relève ainsi largement de l'intuitu personae ». En fait les contractuels ou auxiliaires recrutés pour des fonctions d'encadrement sont ensuite « stagiairisés » pour être titularisés. « Cette pratique (...) contrevient au grand principe de recrutement de la fonction publique, basé sur le concours (...) et aboutit aussi à des situations irrégulières eu égard au statut de la fonction publique ». La Chambre Régionale des Comptes constate : « L'administration municipale actuelle manque cruellement de compétences »...

Pourtant certains employés y mettent du cœur à l'ouvrage : « un agent du centre technique municipal assure ainsi 700 heures supplémentaires par an »... mais le rapport souligne que « de nombreuses heures supplémentaires ont été rémunérées sans avoir été effectuées ». « La chambre appelle l'attention de la collectivité que le paiement d'heures supplémentaires non faites engage pénalement et financièrement les signataires qui les attribuent ».

Quant à la gestion courante de la commune, de nombreux « dysfonctionnements » ont été relevés : certains sont liés à l'incompétence des services, mais d'autres sont plus graves. « Certaines procédures engagées en vue d'attribution de marché public sont critiquables » selon le rapport, qui y consacre une partie assez longue, couvrant toute la période. Là encore, si la municipalité précédente semble faire preuve de légèreté (en par-

ticulier dans l'affaire du Stadium, salle de spectacle aujourd'hui à l'abandon), c'est davantage dans le respect des procédures que l'actuelle est « épinglée ».

Au-delà de la mauvaise gestion, ce sont des pratiques bien douteuses que le rapport met en lumière. Manifestement, la municipalité actuelle de Vitrolles se sert de la ville plus qu'elle ne la sert...avec un mépris particulier pour les principes républicains dont le MNR se targue d'être le défenseur. Quant à la sécurité, c'est celle des habitants qui est en danger... faute des investissements nécessaires. Affaire à suivre pour les éventuelles procédures juridiques.

Recours CFDT contre la municipalité

Le Syndicat CFDT des Communaux de Vitrolles a engagé contre la municipalité un recours devant le Tribunal administratif de Marseille, à propos des procédures d'avancement des personnels de 1998. Les nominations avaient alors été effectuées selon le syndicat sans aucune transparence et sans validation des critères utilisés, ces derniers n'ayant d'ailleurs pas été communiqués...

Le syndicat FO des communaux, de son côté, dénonce cette démarche en tentant de faire croire aux employés alors promus qu'ils seraient rétrogradés si le Tribunal donne tort à la municipalité...

Connaissant les liens entre le syndicat FO des Communaux et l'équipe municipale – ISA les a dénoncés à plusieurs reprises – on n'est pas vraiment surpris d'une telle réaction. La municipalité peut compter sur ces employés zélés !

Intervention du Syndicat Interco-13 au Congrès Confédéral CFDT de Nantes

A l'occasion du congrès de la CFDT, le Syndicat Interco-13, qui comprend en particulier le Syndicat des Communaux de Vitrolles, est intervenu pour souligner « qu'envers les couches populaires, il faut avoir, si on veut les arracher des griffes de l'extrême droite, un discours et des actes plus clairs et plus nets sur les sujets qui les préoccupent ».

L'intervention exhorte la Confédération à être plus offensive sur les questions des salaires et des minima sociaux, de l'épargne salariale et des retraites : « le mot d'ordre qu'il nous faut et que nous voulons, c'est la retraite à taux plein après 37,5 années de cotisations, pour tous ».

Enfin, le Syndicat affirme : « Le combat qui doit être mené aujourd'hui est contre l'insécurité de l'emploi ! N'oublions pas ce qui s'est passé le 21 avril dernier. »

Un message clair venant de militants qui savent bien ce que lutte syndicale et antifasciste veut dire.

Un militant CFDT de Vitrolles nous écrit après l'inauguration de l'UL d' Orange...

« L'inauguration de l'Union Locale C.F.D.T. à Orange a eu lieu le 16 mai dernier. Une cinquantaine de militants étaient présents, dont : l'U.D. 84, L'Observatoire des Libertés de l'U.R.I. P.A.C.A., l'U.D. 13 et l'U.L. de Vitrolles- Marignane.

Pour mémoire il est nécessaire de rappeler que la municipalité frontiste de Jacques BOMPARD avait supprimé en 1996 de façon autoritaire, les subventions des syndicats. La survie dans ces conditions devenait pour le moins difficile voire impossible.

Les atteintes au droit syndical sur la commune ont dépassé tout ce que l'on peut imaginer :

suppression des moyens, fermeture autoritaire des structures, critique médiatique, le premier magistrat de la ville allant même jusqu'à menacer et insulter ouvertement les militants syndicalistes dans les commissions paritaires de la ville.

La réouverture d'une structure C.F.D.T. dans cette ville est donc une vraie victoire contre l'obscurantisme de l'extrême droite.

Cette présence de l'Union Locale dans un quartier populaire, permettra aux salariés du bassin d'emploi d'obtenir l'aide et le soutien des militants C.F.D.T., la présence de repères clairement antifascistes dans les quartiers, est aussi indispensable.

Les futures élections Prud'hommes du 11 décembre 2002 peuvent se préparer sereinement.

Pour la petite histoire l'U.L. est située dans un quartier d'Orange qui s'appelle « Fourchevieilles ».

Est ce un signe ?

En tous cas, c'est avec ces outils que la révolte paysanne et ouvrière a écarté et s'est libérée du joug et du pouvoir de la monarchie réactionnaire.

Bonne lutte aux militants de la C.F.D.T. »

Elections législatives : Les résultats de l'extrême droite

Aux élections législatives des 9 et 16 juin 2002, l'extrême droite n'a pas retrouvé son score de la présidentielle des 21 avril et 5 mai. Ses candidats obtiennent en moyenne nationale 12,5 % des voix, dont 11,2 points pour le FN, 1,1 % au nom du MNR et 0,2 % pour diverses autres candidatures d'extrême droite. Les deux partis FN et MNR avaient présenté des candidats dans la quasi-totalité des 577 circonscriptions, mais n'obtiennent aucun siège. Cela s'explique largement par le mode de scrutin (majoritaire), mais aussi par l'abstention qui était particulièrement forte lors de ces élections : presque 36 % des inscrits au premier tour, quasiment 40 au second tour. Puisque la règle électorale veut qu'un candidat ait obtenu au moins 12,5 % des voix des inscrits (et non pas des seuls suffrages exprimés) au premier tour afin de pouvoir se maintenir au

second, cette forte abstention a compliqué le jeu pour les partis d'extrême droite. Et ceci parce que dans ce contexte, les 12,5 % des inscrits équivalaient bien souvent à au moins 18 % des suffrages exprimés.

Ainsi l'extrême droite ne pouvait maintenir ses candidats que dans 37 circonscriptions sur 577 (contre 133 en 1997). Ainsi elle n'arrivait pas, cette fois-ci, à perturber le jeu des grandes forces politiques en mettant les candidats de la droite classique en difficultés au second tour, en imposaient des triangulaires (gauche - droite - FN). Depuis une dizaine d'années, le FN avait bâti sa stratégie électorale en misant sur cette capacité de nuisance, inaugurant cette tactique dans les conseils régionaux nouvellement élus au printemps 1992 (Le Figaro évoquera, dans son numéro du 27 décembre 1992, une « tactique de la terre brûlée » vis-à-vis de la droite bourgeoise).

Si, pour le second tour, le MNR a appelé à participer à « battre la gauche », le FN s'est montré - étant en cela fidèle à ses traditions - nettement plus réticent à appeler à voter pour la droite classique. Néanmoins, il s'est montré symboliquement un petit peu plus souple dans cette direction, en appelant haut et fort à battre de manière ciblée certains ténors de la gauche, autant au PS (Martine Aubry) qu'au PCF (Robert Hue) et chez les Verts (Dominique Voynet, Noël Mamère). Sur 6 candidats de gauche ainsi désignés à être battus au second tour, quatre l'ont effectivement été, tandis que Noël Mamère et l'écologiste Yves Cochet ont néanmoins été réélus. Par ailleurs, le FN avait aussi appelé à voter « positivement » en faveur d'un (unique) candidat de droite, le RPF (pasquaïen) Jean Kiffer, candidat en Lorraine. Mais celui-ci, se déclarant « fier » du soutien que lui a apporté le FN, s'est vu retirer officiellement le soutien par l'UMP, le rassemblement de la majorité chiraquienne. Et il fut battu (même si c'est à 49,29 %) au second tour, dans la 8e circonscription de la Moselle.

Le MNR gravement atteint ?

Le MNR n'a pu être présent nulle part au second tour. Son président Bruno Mégret avait échoué, le 9 juin, dans la circonscription de Vitrolles / Marignane (les deux villes étant dirigées par des maires d'extrême droite), même si cet échec est nettement dû au hasard. Mégret avait ainsi obtenu 18,58 % des voix au premier tour, un candidat FN - placé là exclusivement dans le but de nuire au chef du MNR -, Claude Bourge, ayant rassemblé de son côté 13,25 % des voix. Ainsi, avec un peu moins de 32 % pour l'extrême droite au premier tour, Bruno Mégret aurait théoriquement pu obtenir au moins un score important au

deuxième, même s'il était loin d'être assuré d'une perspective majoritaire. Mais son score de 18,58 % n'a pas suffi à franchir la barrière des 12,5 % des inscrits, et cela en raison d'une abstention fort importante dans la circonscription (plus de 37 % au premier, plus de 43 % au second tour). Mégret fut donc éliminé, en fin de compte, dès le premier tour.

Un facteur non négligeable de la défaite de Mégret réside dans le manque de soutien qu'aurait pu lui apporter le maire de Marignane, Daniel Simonpieri, réélu en 2001 avec pas moins de 65 % des suffrages (municipalité dans laquelle le MNR a été fondé après la scission du FN, en janvier 1999). Au printemps 2001, après les élections municipales et les scores importants du MNR - de Catherine Mégret à Vitrolles ainsi que de Simonpieri -, le président du MNR avait déclaré son intention de se porter candidat aux législatives dans cette circonscription, qu'il croyait alors « sûre ». Or, ceci agaçait fortement Simonpieri, qui avait lui-même commencé à viser sur la candidature dans cette circonscription. Simonpieri finit par prendre ses distances d'avec le MNR. Il a ainsi soutenu Jean-Marie Le Pen, et non pas Bruno Mégret, avec son parrainage lors de la préparation de la présidentielle. Le Pen avait par la suite songé à la présenter comme candidat estampillé FN contre Mégret, mais l'intéressé (qui avait participé juste avant au défilé du FN à Paris, le 1er mai 2002) a exprimé un refus. Au second tour des législatives, Simonpieri - à la différence notable du FN - a apporté son soutien au candidat de la droite classique, Eric Diard, qui a gagné la circonscription le 16 juin contre le socialiste Vincent Burroni.

Partout ailleurs, les candidats du MNR ont échoué plus nettement. A Mulhouse, le candidat Gérard Freulet, très bien implanté localement depuis fort longtemps, devait se contenter de 8,77 % face à une candidate FN (Martine Binder, avec 10,25 %), alors qu'il fallait emporter la majorité à plusieurs reprises dans le passé. En apparence, dans beaucoup d'endroits, la propagande du MNR semble avoir bénéficié plutôt au FN, celui-ci étant identifié comme « le » parti politique « légitime » de l'extrême droite - certains des électeurs de cette dernière ne distinguant apparemment même pas le MNR comme force politique autonome. C'est en tout cas de quoi se plaignent les cadres du MNR.

L'avenir du parti de Bruno Mégret semble ainsi sujet à caution. A en croire Le Monde (14 juin 02), bon nombre de cadres de ce parti commencent à se retirer dans la vie privée ou à lorgner, pour des raisons opportunistes ou de carrière, vers la droite classique. Cela dit, il ne faudrait pas donner pour mort un appareil politique dont la

dangereuse consiste dans le nombre et l'expérience de ses cadres, même s'il est déconnecté de la force électorale de l'extrême droite qui est plutôt restée dans les mains du FN.

Le FN : Déception pour Bompard - chances d'avenir pour la fille Le Pen ?

Du côté du FN, un certain espoir a été misé sur le maire d'Orange, Jacques Bompard. Celui-ci a échoué avec 42,4 % des voix face à Thierry Mariani, un représentant de la droite dure, voire extrême issu du RPR. Une partie de la presse d'extrême droite avait d'ailleurs soutenu... Mariani, dont les positions notamment sur la sécurité et la police sont depuis bien longtemps estimées par Minute dont il a plusieurs fois été l'interlocuteur. La mairie FN d'Orange a désormais annoncé en fanfaronnant qu'elle résiliait l'abonnement municipal à Minute...

Quelques uns des jeunes espoirs du FN ont cependant obtenu des scores considérables dans le Pas-de-Calais, région de crise industrielle, dont la fille cadette du chef du FN que certains spéculateurs voient en possible successeur de son père à la tête du FN vers 2004. L'avocate Marine Le Pen a obtenu à Lens 24,2 % des voix au premier, et 32,3 % au second tour. Trois autres trentenaires du FN (dont son compagnon Eric Lorio) ont obtenu des scores similaires dans la même région, en améliorant nettement leurs résultats entre les deux tours.

Marine Le Pen a annoncé en juillet 02 qu'elle voulait reprendre l'association *Génération Le Pen*, fondée en 1998 par Samuel Maréchal - gendre de Le Pen, ancien chef du FNJ (l'organisation de jeunesse) et à l'époque l'un des cadres qui montaient rapidement au FN, mais plutôt tombé en disgrâce entre temps. Marine Le Pen semble ainsi penser à s'assurer un avenir au FN, en annonçant sa volonté de se doter d'une structure « ouverte » où des colloques seraient organisés avec des non-membres du FN et où le débat permettrait parfois de s'écarter de certains points du programme du FN (d'après Le Monde 11 juillet 02 ; des propos tenus dans le passé par Marine Le Pen laissent penser à un assouplissement des positions vis-à-vis de l'avortement et de la détresse des femmes). Elle pourrait ainsi éventuellement contribuer à une sorte de modernisation du parti d'extrême droite. Cela ne devrait pas être la même chose avec Jean-Marie Le Pen lui-même : ce dernier, en cherchant à la fois à minimiser et à expliquer le score relativement mauvais de son parti, le soir du 9 juin, l'avait explicitement imputé au respect de la loi sur la parité par le FN. (Ce dernier n'ayant pas trop les moyens pour verser d'éventuelles amendes pour

non-respect de la parité, le FN avait présente presque autant de candidates que de candidats.) D'après Le Pen, ce serait dû « à l'inexpérience et l'incapacité » des candidates féminines ainsi promues sur les listes du FN, que la défaite serait partiellement due. Les femmes apprécieront.

Particularisme à Strasbourg

La deuxième circonscription de l'Alsace, Strasbourg-Sud, est par ailleurs devenue le terrain d'une particularité quant à la situation de l'extrême droite : ici avait lieu la seule candidature d'alliance entre plusieurs forces d'extrême droite. Son candidat, ici, était Robert Spieler, qui avait d'abord été conseiller régional du FN dans les années 80, avant de faire scission et créer sa propre formation politique. Cette dernière s'appelait dans un premier temps Alsace d'abord, et plus tard MRA (Mouvement régionaliste alsacien), nom qu'elle porte toujours aujourd'hui. Il s'agit d'une expression d'un régionalisme fermé, réactionnaire et xénophobe. Aux élections législatives de cette année, Robert Spieler du MRA avait bénéficié du soutien à la fois du FN et du MNR. Mais avec 12,8 % des voix, son résultat ne se situe pourtant guère au-dessus de la moyenne nationale de l'extrême droite.

La droite et les électeurs de l'extrême droite

Le gros de l'électorat du néo-fascisme français ne semble pas avoir été amené, actuellement, à des meilleurs états d'esprit. Ainsi la baisse électorale du FN (et, plus largement, de l'extrême droite) entre le 21 avril et le 9 juin s'explique largement par le fait qu'environ 20 % des électeurs du FN de l'époque ne s'était, cette fois-ci, pas rendu aux urnes. Le sentiment que tout était joué d'avance pour les législatives, l'improbabilité que le FN obtienne un siège (sous le scrutin majoritaire), mais très probablement aussi l'absence de la personnalité de Jean-Marie Le Pen et la perspective de voter pour des candidat(e)s locaux inconnus et inexpérimenté(e)s ont pesé sur le score de l'extrême droite. Sur ce dernier point, le FN souffre encore partiellement des conséquences de la scission de 1998/99 lors de laquelle la fraction de Bruno Mégret avait emporté par mal de cadres politiquement « solides ».

Il faut y ajouter les environ 15 % des électeurs de Le Pen à la présidentielle qui ont, cette fois-ci aux législatives, voté pour la droite classique. Celle-ci avait multiplié les signes destinés en particulier aux électeurs de l'extrême droite : la baisse des impôts (socialement injuste, mais rencontrant un thème de prédilection de l'électorat d'extrême droite, mais pas seulement), des mesures sym-

boliques importantes dans le domaine de la sécurité et / ou de l'autorité de l'Etat (les flash-balls !) ou le discours officiel sur l'immigration (le sommet de Séville !) ont constitué autant de marques de cette « drague » ciblée.

Extrême droite et mondialisation : une déclaration d' ATTAC (extraits)

Préambule

La prise de position d'Attac contre le Front national s'enracine dans la dimension démocratique de l'association, dans son refus de toute politique raciste, antisémite, xénophobe et sexiste. Mais la permanence des thèmes promus par l'extrême droite, son enracinement social ainsi que la position affichée sur la mondialisation nous invitent de façon pressante à approfondir les discours du Front, son contenu - notamment " antimondialiste " - et surtout, en quoi ils diffèrent radicalement de nos valeurs, de nos propositions, de nos pratiques politiques.

Cet approfondissement est d'autant plus important que le Front adopte certains de nos thèmes, certains de nos mots. Celles et ceux qui ont suivi la campagne électorale ont ainsi pu entendre Bruno Gollnisch tenir des propos dont seule une oreille très fine pouvait capter la différence d'avec nos propres positions.

Cette situation ne doit rien au hasard. L'extrême droite - et le Front ne fait pas exception - a toujours cultivé l'ambiguïté linguistique et conceptuelle pour prôner des " alliances anti-systémiques ". Cette stratégie met en avant l'alliance nécessaire des éléments critiques de la " périphérie " (ceux qui souffrent du système) contre le " centre ", ou dans le langage du Front l' " Etablissement " ; dans ce cadre, peu importe finalement le contenu de critiques posées et des alternatives posées, tous les combats se rejoignent, qu'ils soient " rouges " ou " bruns ". D'où l'expression journalistique apparue il y a quelques années de " rouges bruns ". Bien évidemment, une telle alliance est totalement suicidaire pour celles des forces démocratiques qui auraient la faiblesse ou la naïveté d'y succomber ; elle revient d'une part à piétiner son propre système de valeurs et d'autre part, à adopter des finalités qui se situent à l'inverse des objectifs qui sont les nôtres.

OPA inamicale sur nos thématiques

Il n'en demeure pas moins que le piège est là, redoutable, si nous n'y prenons pas garde. Ainsi la défense de l'autosuffisance alimentaire

peut très vite tourner à l'exaltation des terroirs et de la terre qui, comme chacun sait depuis Pétain " ne ment pas. " La défense de la diversité culturelle peut se muer en défense d'une tradition passéiste ; et la critique du Fmi et des " marchés " peut fort bien abriter un discours au mieux national " ils oppriment tous les peuples, surtout le mien ", au pire agressivement xénophobe sur les " banquiers juifs de Wall Street. " Le Front est d'autant plus habile à ce jeu qu'il est réellement lui, " antimondialiste " et c'est bien sur ce terrain de confusion permanente qu'il va nous falloir le combattre.

Chacun comprend bien en effet que la confusion en question peut faciliter des campagnes de stigmatisation servant d'une part à nous isoler au prétexte que nous aurions nourri les thématiques du Front, et d'autre part, à renforcer l'idée qu'il n'y aurait décidément pas d'autres solutions qu'une simple " régulation " de la mondialisation. (.../...)

" Nous refusons tout gendarme du monde " ; " c'est la division internationale du travail et l'application du modèle uniforme de développement industriel agricole intensif ou de monoculture, qui a déstructuré les sociétés africaines ou orientales, crée et avivé les pressions migratoires " ; " la recherche du moindre coût et de la productivité entraîne les délocalisations " ; " l'environnement et ses équilibres sont également victimes d'un développement économique indifférent "

Ces citations ne sont pas extraites d'un tract d'Attac ou d'une association de solidarité avec le Sud ; elles sont puisées au programme du Front national et donnent la mesure de l'OPA faussement hostile lancée sur nos thématiques. On pourrait en rajouter, y compris au chapitre des alternatives proposées. Au-delà de ce bruit d'ensemble, la petite musique qui se dégage est d'une essence radicalement différente. Essayons de voir en quoi, toujours en nous référant au programme même du Front.

Une approche strictement nationaliste.

La vision du monde développée par le Front est d'abord et avant tout une vision nationale. Alors que nous envisageons que la planète est une et finie, qu'elle est confrontée à des problèmes globaux interconnectés appelant des solutions globales et solidaires, le Front ne s'identifie qu'au travers de la nation, et une nation qui ne perdure que dans l'affirmation identitaire, dans la victoire face à l'ennemi ; ce message est affirmé sans ambiguïté : " Nous n'avons qu'une vocation : servir la France pour rester Français. Nous n'avons qu'une politique : la grandeur du

Pays. Nous n'avons qu'un idéal : le salut de la patrie. " Cette triple affirmation conduit à une quatrième : " La voie nationale est désormais la seule possible. "

Cette voie est opposée à deux " illusions ", renvoyées dos à dos dans une même condamnation : les " utopies socialistes ou libre-échangistes " ; surtout, elle permet d'identifier la nature des difficultés que connaît la France : " la perte de l'indépendance et de la souveraineté, le chômage et la baisse des salaires et des revenus, l'excès des charges et des impôts, l'immigration galopante, la dénatalité et la ruine des familles, la disparition de la paix civile ".

Cette approche strictement nationale et défensive se retrouve au plan des libertés : pas de droits transnationaux ou universels : " la Nation est, pour tous les français, le cadre naturel de leurs libertés et de leur souveraineté. " A partir de là, il devient logique d'affirmer qu'il faut " libérer la France du carcan européen " et assimiler toutes les conventions et traités internationaux comme des " atteintes portées à leurs libertés et souveraineté " (des français, Ndr). Cette vision de l'extérieur nourrit celle de l'intérieur : " Le monde reste dangereux, nos armées, mieux équipées, mieux préparées aux nouvelles menaces, se verront affecter chaque année 5% du produit national " et " La naturalisation sera acquise si l'étranger qui la sollicite en est digne. "

La réalité nationale, pour le Front, s'enracine essentiellement dans l'état de nature et elle doit continuer à s'y enraciner face à " l'idéologie mondialiste " et à ses périls mortels ; ainsi : " La liquidation des frontières, en dépit des apparences, renverse une des lois de la vie et de l'histoire. Une nation a besoin de frontières, comme une maison a besoin de portes et de fenêtres. Il peut être séduisant, pour exercer une emprise éphémère sur une opinion désinformée, de prétendre le contraire. Mais quand l'invasion est là, militaire (les occupants), économique (le libre-échange) ou démographique (l'immigration), il est trop tard : le temps des épreuves et des larmes est venu ".

Ainsi en enfermant les réalités nationales dans un territoire sécurisé, en arrive-t-on à exalter une " nature ", un " être " éternel et biologique, un droit du sang qui ne dit pas (trop) son nom : " La constitution des sociétés politiques doit donc être ordonnée à un seul et même critère : la continuité spirituelle et physique de la communauté nationale. Toute autre considération, pour séduisante qu'elle soit, est à terme mortelle. "

Car fondamentalement, le monde, les " autres ", l'autre, ne sont pas franco compatibles et toute approche solidaire, transculturelle et/ou universelle ne peut donc entraîner que des rejets ou des décès.

Un monde de pur rapport de forces

Dans ce cadre, qui nourrit une vision de " complot ", les Etats-Unis sont évidemment dénoncés comme chef d'orchestre d'un modèle déstabilisateur : " Leur volonté d'instaurer un Nouvel Ordre Mondial remet en cause notre indépendance nationale au moment où la société raciale et pluriculturelle qu'ils prétendent imposer au monde comme modèle n'engendre que des échecs sanglants : Bosnie, Kosovo, Rwanda, Afrique du sud, Proche Orient, Caucase, Inde " Mais cela vaut également pour le " super-état eurocratique qui a été mis en place par les traités de Maastricht et d'Amsterdam. ", et pour tout ce qui abaisse la grandeur de la France.

Car la conception nationale portée par le Front est héroïque ; il ne s'agit pas d'un pays mais DU pays, sans cesse trahi et abaissé, vendu à l'encan par ses ennemis intérieurs ; ici, la nostalgie impériale apparaît sans limites : " La France a abandonné les amis qu'elle avait dans le monde ; elle a en revanche aidé ses ennemis ou ses concurrents Au Proche-Orient la France est totalement hors jeu Cette politique de faiblesse nous vaut le mépris du monde musulman nous soutenons l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, contre nos propres intérêts Dans l'Afrique sub saharienne, la décolonisation bâclée des années Soixante a eu pour conséquences dictatures tribalo-socialistes, guerres interethniques et famines périodiques Nous avons soutenu l'accession au pouvoir de Nelson Mandela en Afrique du sud, puis son successeur, qui sont en train de ruiner le pays en provoquant l'exode des blancs Au même moment, il est vrai, nous transférons à l'Union européenne notre souveraineté financière : mise en place de la BCE, " indépendance " de la Banque de France , engagement dans l'euro. " Bref, " les dirigeants français ont honte de la France " et partout dans le monde, ils cèdent le terrain à " la ploutocratie marchande anglo-saxonne. " Ploutocratie : de temps à autre, le Front ne résiste pas au plaisir de reprendre les termes de l'extrême droite des années trente ; à l'époque l'usage de ce terme était très vite suivi de diatribes contre la " juiverie et maçonnerie cosmopolite ", " l'alliance obscène des communistes de Moscou et des banquiers de Wall street "

Que peut-on donc opposer à cette politique d'abaissement ? D'abord, une identité millénaire : " La France, plus vieille nation du monde après la Chine, incarne, pour tous les peuples du monde, le principe de la souveraineté, donc de l'indépendance, faculté de choisir librement son destin ". Cette faculté de choisir vaut évidemment pour sa politique étrangère qui, loin de situer le pays dans le concert des nations, se veut très sélective, à partir d'une hiérarchisation stricte des valeurs : " Nos solidarités internationales doivent être cependant hiérarchisées et subordonnées à nos intérêts réels. Solidarité " de civilisation " avec les pays européens de l'Ouest comme de l'Est, solidarité linguistique avec nos cousins québécois, wallons ou valdôtains, solidarité spirituelle avec les Chrétiens du Liban et les peuples victimes de l'oppression communiste, Chinois, Indochinois, Cubains, Bord Coréens "

Il s'agit bien pour le Front de s'enfermer dans ces alliances préférentielles, en disqualifiant par là même toute approche " globale " : " Dans ses relations internationales, la France préférera des conventions entre Etats souverains aux accords multilatéraux généraux " ; " Toute déclaration de l'assemblée générale des Nations-Unies, tout projet d'accord multilatéral qui porterait atteinte à la souveraineté des Etats-nations en général et de la France en particulier, quel qu'en soit l'objet (économique, social, environnemental), sera refusé. La France retirera son concours au prétendu tribunal de La Haye et refusera son concours à la mise en place de la future Cour pénale internationale.

On mesure, à lire ces lignes, à quel point la vision du monde développée par le Front est éloignée de celles des forces qui se rencontrent à Porto Alegre : là où le Front prône le repli national, les alliances de cousinage et le refus de toute approche globale, les forces critiques de la mondialisation libérale, Attac, mettent au contraire en avant la transnationalisation des droits et des avancées sociales, une solidarité internationale basée sur des principes démocratiques d'égalité, enfin, une approche globale des problèmes soulevés par des processus de mondialisation qui ne sont pas tous exclusivement financiers ou idéologiques.

Un populisme fondamentalement libéral

Ce mélange permanent et parfois assez irrationnel, de constats justes mais conduisant à

de véritables perversions de l'esprit, se retrouve dans le domaine économique et social. L'affichage " socialement de gauche " dissimule superficiellement une préférence libérale dont les termes sont archi classiques et mêlent habilement critiques de gauche et options xénophobes. D'abord et avant tout, l'Etat est évidemment dénoncé comme omnipotent : " chez nous beaucoup plus qu'à l'étranger, l'Etat se substitue aux citoyens et aux agents économiques pour dire à leur place ce qui leur convient. Il restreint les libertés et paralyse les initiatives individuelles, sans que soit démontré, tant s'en faut, qu'il est le mieux placé pour obtenir la meilleure affectation des fonds ainsi prélevés. " Dans la foulée, les entreprises publiques se voient stigmatisées pour " pratiquer une politique d'embauche discriminatoire : des entreprises aussi diverses que la Sncf ou la Ratp, Aéroports de Paris ou la DCN (direction des recrutements navals) pratiquent le " recrutement local " préférentiellement étranger " La fiscalité est critiquée " de gauche " : " ma taxation des revenus du travail a progressé en France de 16,4% à 25,8% du PIB tandis que la taxation des revenus du capital n'est passée que de 5,8 à 8,3%. " pour conclure : " preuve est faite que les gouvernements de gauche sont aussi favorables que ceux de droite aux grands intérêts financiers. "

La condamnation du libre échangisme, de la financiarisation de l'économie est de même d'une tonalité qu'on pourrait sans peine retrouver sous d'autres plumes ; mais c'est pour mieux avancer des propositions libérales à cent pour cent, toujours accolé à l'affirmation principale de " préférence nationale ", tout particulièrement dans le domaine social.. Ainsi sous couvert de " désétatiser " la France, le Front propose le " repli de l'interventionnisme socio-économique " ; pour l'éducation, la création d'un " chèque scolaire ", mesure qui transforme l'éducation en marché éducatif, dans lequel les individus sont laissés à leur libre arbitre et à leur capacité d'achat. La formation professionnelle " sera rendue aux professionnels " c'est-à-dire abandonnée aux entreprises, la protection sociale deviendra l'objet d'une " liberté de choix accrue ", de même d'ailleurs que l'âge du départ en retraite, façon particulièrement vicieuse de soutenir les assurances et fonds de pensions tout en allongeant de fait la durée du travail

Les biens et services publics sont de même promis " à la libre entreprise " ; ici, le Front sent bien que le bât blesse et précise entre parenthèses: " ce qui ne veut pas dire aux grands groupes du capitalisme financier ". Les solutions avancées sont le très classique RES (rachat d'entreprise par les salariés, les coopératives de production, bref, un secteur social et solidaire . Cela vaut la peine de s'y arrêter quelques secondes. Dans son programme de 1993, le Front estimait à 300 Milliards de francs les sommes pouvant être retirées des privatisations. Ici, ces milliards disparaissent. Ils sont remplacés par deux sources de revenus : d'abord la préférence nationale qui est présentée comme une " aubaine " : ce qui est récupéré aux étrangers enrichira les (vrais) français. Ensuite, une politique fiscale qui, au prétexte d'alléger le poids de l'Etat, ponctionne sauvagement les plus faibles : doublement de la TVA, hausse de l'impôt direct, suppression de la taxe professionnelle, suppression des prélèvements sur les plus values boursières, réduction des droits de succession .

Il serait injuste de ne pas noter que la régression sociale du Front est profondément patriarcale ; au travers d'une impressionnante série de mesures il incite les femmes à retourner à la maison et à y rester. Citons à ce chapitre l'interdiction de l'IVG, l'abrogation du PACS, un revenu maternel égal à 1,5 fois le SMIC

Favorable à la flexibilité du temps de travail, le Front ne mentionne jamais les profits des entreprises; il attribue le bas niveau salarial à la concurrence des pays du tiers monde (alors que la France est excédentaire vis a vis de la plupart de ces pays.

Toutes ces propositions - ce rappel n'en est pas exhaustif - s'inscrivent bien dans une conception libérale classique, rehaussée par une démagogie sans vergogne.

Car au fond, le FN se moque bien évidemment de son programme ; il ne l'envisage que comme une série de mesures dont il importe peu qu'elles aient une cohérence entre elles (promettre une baisse d'impôts pour les augmenter par exemple) ; ces mesures ne sont destinées qu'à capter l'intérêt de tel ou tel secteur de la population, la préférence nationale et les thèmes sécuritaires se chargeant de " faire musique " pour couvrir les discordances du positionnement affiché.

Breve revue de presse

Le journal mensuel de la FGTE - CFDT " CFDT TRANSPORTS ROUTE " dans sa livraison de Mai 2002 consacre une pleine page à notre lettre

d'informations syndicales antifascistes en reproduisant l'interview que nous avons réalisée du conseiller prud'hommal CFDT d' Orange, confronté aux dures réalités d'une mairie dirigée par le Frontiste Bompard... Une "publicité" pour I.S.A. que d'autres syndicats pourraient reprendre avec bonheur... Rappelons par ailleurs que la FGTE-CFDT est largement impliquée dans le comité de rédaction d'ISA qui ne demande qu'à s'élargir à toutes les structures syndicales qui le souhaiteraient.

Abonnement

Nom Prénom et/ou syndicat

Adresse

Code Postal

Ville

🍏 10 numéros : 7,60 €

🍏 Abonnement de soutien :15 € ou plus

Chèque à l'ordre de : ISA

Contact

ISA chez VISA 80, 82 rue de Montreuil,
75011 Paris

Fax :01 48 36 66 33

e-mail :visacom@club-internet.fr

Dir. De publication : F. Pécoup

Administration : I. Nicolas, JJ. Petiteau,

Rédaction : H. Alexandre (FGTE-CFDT),
C. Aumeran (SNUI),
C. Birnbaum (SNESUP-FSU),
P. Farfart (SNUIPP-FSU),
F Mahé RIF Paris 19°
JP. Ravaux (SNPES-PJJ-FSU),
D. Turbet-Delof (SNUI),
JL. Wichegrod (CGT Finances),

CCPA n°0603 S 05157

Edité par VISA / Imprimé par nos soins
VISA :80/82 rue de Montreuil 75011 Paris